

ALGER

Extract of Alger républicain



<http://www.alger-republicain.com/Debout-devant-les-vainqueurs-par.html>

Reparution à l'occasion du centième anniversaire de sa
naissance, le 25 août 2012.

Debout devant les vainqueurs !

par Erich Honecker*

- International - Le Livre noir du capitalisme et de l'impérialisme -

Publication date: mercredi 24 octobre 2012

Description:

Déclaration politique devant le Tribunal de Grande Instance à Berlin, le 3 décembre 1992**

Reparution à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance, le 25 août 2012..

[Erich Honecker]

Debout devant les vainqueurs ! par Erich Honecker*

Publié à l'occasion du centenaire de la naissance d'E. Honecker, Chef d'État de la République Démocratique Allemande, fondée le 7 octobre 1949, et dirigeant du Parti socialiste unifié allemand (SED).

*Erich Honecker est né en 1912, dans une famille de mineurs. Il grandit avec un groupe d'enfants et dans la jeunesse communiste, à 17 ans il devient membre du KPD (Parti Communiste d'Allemagne). Dans les années 1930-31, il étudie à l'École Lénine à Moscou. Il fut un résistant antifasciste. Entre 1935 et 1945 il est prisonnier des nazis. Après la guerre, il est cofondateur de la Jeunesse Libre Allemande (FDJ) et devient son président jusqu'en 1955. Il entre à la Grande école du Parti à Moscou. Il exerce diverses hautes responsabilités dans l'appareil du parti et de l'État de la RDA.

A partir de 1976, il devient secrétaire général du SED, président du Conseil d'État et du Conseil national de la défense jusqu'au 18 octobre 1989. Il est ensuite extradé de Moscou en RFA en 1992. Il fût relâché, après 169 jours de prison, le 13 février 1993 pour raison de santé. Suite à l'audience principale annoncée pour le 8 février 1993 à Berlin, il décède à Santiago du Chili le 29 mai 1993.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Le 18 octobre 1989, il a démissionné de toutes ses fonctions. Dans les dernières années de sa vie, il a été de plus en plus poursuivi politiquement. Lui et d'autres membres du Conseil d'État et du Conseil National de la Défense de la RDA ont été accusés « *d'homicide involontaire* », accusation fondée sur une construction démagogique et juridiquement absurde. Il y répondait par la déclaration suivante...

[Erich Honecker]

Mesdames et Messieurs !

Cette mise en examen et cette procédure judiciaire ne recevront pas l'apparence de la légalité par une défense de ma part contre l'accusation d'homicide involontaire, de toute évidence sans fondement. Ma défense est d'autant plus superflue que je ne vivrai plus au moment du verdict. La peine que vous me destinez, ne me parviendra plus. Aujourd'hui, tout le monde le sait. Même vu uniquement de ce point de vue, ce procès contre moi est une farce, une comédie politique.

Absolument personne dans les vieux lands, la ville de Berlin Ouest incluse, ne possède le droit de mettre en examen ou même de condamner mes camarades coaccusés, moi et n'importe-quel citoyen de la RDA [République Démocratique Allemande] à cause d'actes commis en remplissant des responsabilités d'État en RDA.

Si je parle ici, c'est seulement pour témoigner en faveur des idées du socialisme, en faveur d'une appréciation politiquement et moralement juste de la République Démocratique Allemande reconnue à l'international par plus de cent États. Cette république, maintenant qualifiée « *d'État d'Injustice* » par la RFA [République Fédérale d'Allemagne, notes en italiques du traducteur], fut membre du conseil de sécurité de l'O.N.U, remplit de temps en temps la présidence du conseil et une fois la présidence de l'assemblée générale de l'O.N.U.

Je n'espère pas de ce procès et de ce tribunal l'appréciation politiquement et moralement juste de la RDA. Mais cette comédie politique me donne l'occasion de porter mon point de vue à la connaissance de mes concitoyens.

Ma situation dans ce procès n'est pas inhabituelle. L'État de Droit allemand a déjà inculpé et condamné Karl Marx, Auguste Bebel, Karl Liebknecht et beaucoup d'autres socialistes et communistes. Le Troisième Reich a poursuivi cette politique en gardant des juges de l'État de Droit de la République Weimarienne pour ses procès. J'ai moi-même vécu un tel procès en tant qu'accusé. Après le démantèlement du fascisme allemand et de l'État hitlérien, la RFA n'avait pas besoin de chercher de nouveaux procureurs et juges pour poursuivre massivement des communistes, leur retirer travail et pain par les tribunaux du travail, et de les suspendre des services publics par les tribunaux administratifs. Maintenant c'est à nous [les communistes est-allemands] de vivre ce qu'ont vécu nos camarades d'Allemagne de l'Ouest dans les années 50. Depuis environ 190 ans règne le même arbitraire. **L'État de Droit en RFA n'est pas un État de Droit, mais un État de droite.**

Un procès politique

Il faut un argument pour ce procès comme pour d'autres procès devant les tribunaux du travail, correctionnels, sociaux, administratifs, dans lesquels sont poursuivis d'autres citoyens de la RDA pour avoir été « *trop proches du système* ». **Les politiciens et les juristes se disent obligés de condamner les communistes, parce qu'ils n'ont pas condamné les nazis.** Cette fois-ci il faut assumer le passé. Cela paraît être un argument convaincant pour beaucoup de gens. Mais il s'agit d'un pseudo-argument. **La vérité, c'est que la justice allemande de l'ouest ne**

pouvait pas condamner les nazis, parce que les juges et les procureurs ne pouvaient pas se condamner eux-mêmes. En vérité, le niveau de la justice en RFA, quel que soit comment on la juge, est aujourd'hui dû aux nazis intégrés. La vérité, c'est que les communistes, les citoyens de la RDA sont aujourd'hui poursuivis pour les mêmes raisons qu'avant en Allemagne. Ce ne fut le contraire que pendant les 40 ans de l'existence de la RDA. Maintenant, il faut « *mettre à jour tout ce qui est resté en attente* ». Évidemment, tout cela est fondé sur le droit. Cela n'a absolument rien à voir avec la politique.

Les juristes de premier plan de ce pays, qu'ils soient des partis du gouvernement ou du Parti social-démocrate, nous supplient d'admettre que notre procès est une procédure pénale normale, et en aucun cas un procès politique voire un procès-spectacle. On arrête les membres des organes d'État suprêmes de l'État voisin et on déclare que cela n'aurait pas de raison politique. On dispute les décisions des généraux d'une alliance militaire ennemie et dit que cela n'aurait pas de raison politique. On qualifie de criminels ceux qu'on a honorablement reçu, hier encore, comme invités de l'État et partenaires dans l'effort commun pour éviter une nouvelle guerre en Allemagne. Cela aussi, n'aurait rien à voir avec de la politique.

On accuse des communistes, qui ont toujours été poursuivis depuis qu'ils sont apparus sur la scène politique. Mais aujourd'hui en RFA, cela n'a rien à voir avec de la politique.

Pour moi, et à mon avis, pour chaque personne sans idées préconçues, c'est clair : Ce procès est aussi politique qu'un procès contre la direction politique et militaire de la RDA le serait. **Celui qui ignore cela ne se trompe pas - il ment. Il ment pour tromper de nouveau le peuple.** Avec ce procès, on fait ce qu'on nous reproche. On se débarrasse des ennemi politiques avec les moyens du Droit pénal. Mais évidemment, tout cela est fondé sur le Droit.

D'autres circonstances font reconnaître sans mal que le procès suit des objectifs politiques. Pourquoi est-ce que le chancelier fédéral et Monsieur Kinkel, ancien chef des services secrets, plus tard ministre de la justice et encore plus tard ministre des affaires étrangères, voulaient-ils coûte que coûte me faire revenir en Allemagne, et m'enfermer à Moabit [arrondissement de Berlin, où se trouve la maison d'arrêt], où j'ai déjà été enfermé une fois sous Hitler ? Pourquoi le chancelier me laissait-il voler à Moscou, pour faire ensuite pression sur Moscou et le Chili afin qu'ils m'extradent, à l'encontre de chaque droit international civil ? Pourquoi les médecins russes devaient-ils falsifier les bons diagnostics posés sans hésitation ? Pourquoi me fait-on parader, avec mes camarades qui ne vont pas mieux que moi, devant le peuple, comme les Césars romains faisaient, à l'époque, parader leurs prisonniers ?

Aveugle ou menteur ?

Je ne sais pas si tout cela s'explique encore rationnellement. Peut-être se vérifie ici l'expression ancienne : Si Dieu veut anéantir quelqu'un, il rendra d'abord celui-ci aveugle. Tout le monde sait que tous les politiciens qui m'ont autrefois demandé une audience et qui se réjouissaient de m'en donner chez eux, ne resteront pas sans dommage. En Allemagne et ailleurs, chacun savait que des gens ont été abattus au Mur, que j'étais le président du Conseil National de la Défense (CND), le Secrétaire général, le président du Conseil d'État de la RDA, le plus responsable de ce Mur en tant que politicien vivant au rang le plus élevé. **Il n'y a alors que deux possibilités : Soit ces Messieurs les politiciens de la RFA ont délibérément, librement et même avidement cherché à fréquenter un meurtrier, ou bien tolèrent maintenant délibérément et avec plaisir que des innocents soient accusés d'homicide involontaire. Ni l'une ni l'autre de ces possibilités ne leur sera honorable. Il n'y en a pas de troisième.** Qui s'accommode du dilemme, d'être d'une manière ou d'une autre, un homme sans caractère, soit est aveugle, soit poursuit un objectif supérieur à celui de garder son honneur.

Supposons que ni M. Kohl ni M. Kinkel ni les autres Mrs. ministre-présidents et représentants des partis de la République Fédérale d'Allemagne sont aveugles (ce que je ne peux pas cependant exclure). Dans ce cas, il ne restera que l'intention de discréditer totalement la RDA et le socialisme en Allemagne en tant qu'objectif politique

dans cette procédure. La défaite de la RDA et du socialisme en Allemagne et en Europe ne leur est vraisemblablement pas suffisante. Il s'agit d'anéantir tout ce qui, de cette époque où ouvriers et paysans gouvernaient, les feraient apparaître dans une lumière terrible, criminelle. **On veut la défaite totale du socialisme et la victoire de l'économie de marché, comme on appelle euphémiquement le capitalisme aujourd'hui.** On veut, comme le disait jadis Hitler devant Stalingrad, « *que cet ennemi ne se relève jamais* ». Les capitalistes allemands ont toujours eu cette tendance.

Le but de ce procès, celui de tuer encore une fois le socialisme déjà prétendu mort, montre comment M. Kohl, comment le gouvernement et l'opposition de la RFA évaluent la situation.

Le capitalisme est économiquement destiné à mourir à force de vaincre comme l'était jadis Hitler à force de vaincre militairement. **Le capitalisme a mondialement atteint une voie sans issue. Il n'a plus que le choix entre une chute dans le chaos écologique et social ou le renoncement à la propriété privée de moyens de production, donc le socialisme. Tous deux signifient sa fin.** Pour les forces au pouvoir de la RFA, seul le socialisme semble apparemment être le danger immédiat. Ce procès veut l'empêcher, tout comme le veut la chasse contre le souvenir de la RDA déchu, et sa stigmatisation comme « *État d'Injustice* ».

Les morts au Mur

Dans notre pays, chaque mort non naturelle nous a toujours tourmenté. La mort au Mur ne nous a pas seulement affectés humainement, mais aussi endommagés politiquement. Depuis mai 1971, c'est moi, avant tout, qui porte la responsabilité politique générale pour le fait qu'on ait tiré, conformément au règlement de recours aux armes à feu, sur celui qui voulait franchir sans permis la frontière entre la RDA et la RFA, entre le Pacte de Varsovie et l'Otan. C'est à coup sûr une lourde responsabilité. J'ai expliqué plus tard, pourquoi je l'ai prise.

Ici, en définissant l'objectif politique du procès, je ne peux m'empêcher de remarquer avec quels moyens on veut atteindre l'objectif diffamatoire du procès de la RDA. Ce moyen, ce sont les morts au Mur. Ils doivent et vont organiser ce procès, comme d'autres déjà, de façon médiatique. Il y manque les soldats de RDA, victimes de meurtres à la frontière. Nous, et surtout vous, avons déjà vu comment les images des morts sont commercialisées sans pitié ni scrupule. C'est ainsi qu'on veut faire de la politique pour créer du bruit. Chaque mort est utilisé dans la lutte des patrons pour garder leur propriété privée capitaliste. Car la lutte contre le socialisme n'a aucun autre objectif. Les morts sont utilisés pour prouver l'inhumanité de la RDA et du socialisme, et comme manoeuvre de diversion face à la misère actuelle et les victimes du marché. Tout cela se passe démocratiquement, tout cela est chrétien, humain, est fondé sur le droit et pour le bien du peuple allemand.

Pauvre Allemagne !

L'accusation : un « État d'Injustice »

Maintenant, venons aux faits. Les procureurs de la ville du front [Frontstadt = Berlin] nous accusent de criminalité, de meurtres infâmes. Parce qu'il est évident que nous n'avons pas tué personnellement chacune des 68 personnes, dont l'acte d'accusation nous reproche la mort, parce qu'il est évident que nous n'avons pas prémédité leur meurtre ou fait le nécessaire pour qu'ils soient tués, le ministère public m'accuse mot à mot à la page 9 :

« ...[avoir commandé] en tant que secrétaire du CND et secrétaire de questions de la sécurité du Comité central du SED [Parti socialiste unifié allemand], l'aménagement du complexe frontière autour de Berlin-ouest et l'aménagement du complexe de barrage vers la République Fédérale, pour rendre impossible le passage ».

Ensuite, le procureur m'accuse d'avoir participé aux décisions dans 17 réunions du CND... à partir du 29 novembre 1961 jusqu'au premier juillet 1983 :

- de construire d'autres barrages de mines [Schrapnellmine, mine-S] (le mot « d'autres » faisant apparaître que les Forces armées de l'URSS avaient déjà installé de tels barrages) ;
- d'améliorer le système de la sécurité frontière, améliorer la formation de tir des soldats à la frontière ;
- d'empêcher le forçage de la frontière ;
- d'avoir déclaré personnellement, le 3 mai 1974, qu'il fallait utiliser impitoyablement l'arme de tir (ce qui n'est pas vrai) ;
- et d'avoir été d'accord avec le projet de loi sur la frontière, entrée en vigueur le 1er mai 1982.

Les accusations contre moi - contre nous - s'adressent aux décisions du CND, aux décisions d'un organe constitutionnel de la RDA. L'objet du procès est donc la politique de la RDA, l'effort du CND de défendre et de préserver la RDA en tant qu'État. On veut criminaliser cette politique à l'aide de ce procès. On veut donc stigmatiser la RDA comme « *État d'Injustice* » et traiter de criminels tous ceux qui l'ont servi.

L'objectif de cette procédure est la poursuite de dix milliers voire de cent milliers de citoyens de la RDA desquels parle déjà le parquet. Ce procès-ci est accompagné de procès-pilotes préparés contre les soldats de la frontière et d'innombrables procès devant les tribunaux du travail, correctionnels, sociaux, administratifs et d'autres actes administratifs qui discriminent les citoyens de la RDA.

Ainsi il ne s'agit pas de moi, ou de nous qui sommes accusés dans ce procès. Il s'agit de beaucoup plus. Il s'agit de l'avenir de l'Allemagne, de l'Europe, mais oui, du monde, lequel apparaissait tellement heureux avec la fin de la Guerre Froide et la pensée nouvelle. Ici, on ne poursuit pas seulement la Guerre Froide, c'est la pose de la première pierre pour une Europe des riches. **Encore une fois et pour toujours, on veut asphyxier l'idée de la justice sociale.** Notre stigmatisation comme meurtriers en est le moyen.

Je suis le dernier à me prononcer contre des mesures éthiques ou juridiques pour juger ou condamner les politiciens. Seulement, elles doivent remplir trois conditions :

- Auparavant, les mesures doivent être formulées exactement.
- Elles doivent être valables pour tous les politiciens pareillement.
- Pour décider, il faut un tribunal au-dessus des partis, un tribunal qui n'est pourvu ni des amis ni des ennemis de l'inculpé.

D'un côté, tout cela me semble compréhensible, mais de l'autre côté encore impossible dans notre monde actuel. Si vous nous faites néanmoins le procès aujourd'hui, vous le ferez au nom des vainqueurs sur les vaincus. C'est une constatation des rapports réalistes au pouvoir, mais non un acte exigeant une quelconque validité devant un Droit supra positif ou un Droit en général.

Rien que cela serait suffisant pour expliquer l'acte injustice qu'est cette accusation. **Mais comme nous ne reculons pas devant le détail, je veux expliquer en détail ce que le procureur n'expose pas, soit par mauvaise intention, soit par aveuglement.**

Comme déjà cité, l'acte d'accusation commence avec l'énumération chronologique des reproches avec les mots :

« Le 12 août 1961 l'accusé Honecker en tant que secrétaire du CND et secrétaire sur les questions de sécurité du Comité central du PUS, décrétait l'aménagement du complexe frontalier autour de Berlin-Ouest et l'aménagement du complexe de barrage vers la République Fédérale, pour rendre impossible le passage ».

Cette vue historique des choses parle pour elle. En 1961, le secrétaire des questions de sécurité au CC du PUS décrétait un événement historique dans le monde. Cela augmente encore l'autodérision des citoyens de RDA qui appelaient la RDA la plus grande puissance au monde. Si aujourd'hui Enno von Loewenstern veut faire de la RDA un « *grand pays* » pour augmenter la victoire de la RFA, pas même cet ailier droit [calembour d'extrême droite] du journalisme politique allemand n'essaye pas de faire de la RDA un pouvoir mondial. Le « *service administratif le plus objectif du monde* », le parquet se réserve le droit de faire ça. Devant l'histoire, chacun se ridiculise comme il veut et peut. Il est vrai que la construction du Mur a été décidée pendant une réunion des États du Pacte de Varsovie, le 05 août 1961 à Moscou. La RDA était un maillon important dans cette alliance d'États socialistes, mais pas le pouvoir dirigeant. Cela devrait être connu des tribunaux et n'a pas besoin d'être prouvé.

Car évidemment, comme je l'ai déjà dit, nous n'avons tué personne par préméditation ni provoqué d'homicide involontaire ; la construction du Mur, sa préservation et l'application de l'interdiction de quitter la RDA sans permission de l'État, sont considérés comme des actes meurtriers. Tout cela n'aurait aucun rapport avec la politique. Le Droit allemand en donne la possibilité. Il ne sera seulement pas valable devant l'Histoire et le bon sens. Il démontrera une fois de plus d'où il vient, de quoi il en est et où l'Allemagne s'apprête à aller.

Scission par l'ouest

A l'époque, nous tous qui assumions la responsabilité dans les États du Pacte de Varsovie, avons pris cette décision politique ensemble. Je ne dis pas cela pour m'en décharger et le rejeter sur d'autre ; je ne le dis que pour confirmer que cela se passait ainsi et pas autrement, et je suis toujours d'avis que cette décision était la bonne, en 1961, et restait la bonne jusqu'à la fin de la confrontation entre les États-Unis et l'URSS. L'objet de ce procès est justement cette décision politique et les convictions sur lesquelles elle est fondée. **Il faut être aveugle ou fermer délibérément les yeux devant les faits du passé pour ne pas reconnaître ce procès comme le procès politique des vainqueurs sur les vaincus, pour ne pas reconnaître qu'il signifie une déformation politiquement motivée de l'Histoire.**

Si vous tenez cette décision politique pour mauvaise et nous accusez, moi et mes camarades, de la mort de ces gens au Mur, je vous dirai que la décision inverse que vous tenez pour bonne aurait coûté la vie à des milliers ou des millions de personnes. C'était et c'est ma conviction, et je suppose aussi la conviction de mes camarades. Nous sommes ici debout devant vous à cause de cette conviction politique. Et c'est à cause de votre conviction politique différente que vous nous condamnerez.

Comment et pourquoi a-t-on construit le Mur ; cela n'intéresse pas le parquet. Il n'y a aucun mot là-dessus dans l'acte d'inculpation. Les causes et les conditions sont dissimulées, la série des événements historiques est déchirée arbitrairement. C'est Erich Honecker qui a construit et qui a maintenu le mur. Basta. Le juriste fédéral allemand peut voir et expliquer aussi facilement le passé. Le principal est de traiter le communiste de criminel et de le condamner comme tel. Pourtant, chaque allemand peut savoir comment on en est arrivé au Mur et pourquoi on y a tiré. Parce que le parquet insinue que construire des murs est le propre du socialisme, comme d'y faire abattre des

gens, que des « *criminels* » comme moi et mes camarades en auraient la responsabilité, **je vais devoir, sans être historien, vous récapituler l'Histoire ayant conduit au Mur.**

Son origine est lointaine. Elle commence avec le développement du capitalisme et du prolétariat. La page la plus misérable de l'histoire allemande moderne commence avec l'année 1933. **En 1933, c'est connu, beaucoup d'Allemands ont élu librement le NSDAP, puis le président du Reich Hindenburg, qui a déjà été élu librement en 1932, a nommé démocratiquement au rang de chancelier du Reich Adolf Hitler.** Ensuite, les précurseurs politiques de nos partis actuels, mis à part le Parti social-démocrate allemand, ont donné leur approbation à la loi donnant les pleins pouvoirs dictatoriaux à Hitler. **Seuls les communistes affirmaient avant le vote en question : « Qui vote pour Hindenburg, vote pour Hitler, qui vote pour Hitler vote pour la guerre. »** Quand la loi sur les pleins pouvoirs a été votée, les députés communistes étaient déjà exclus du Reichstag, emprisonnés ou reclus dans l'illégalité. Déjà à cette époque, la chute de la démocratie commençait avec l'interdiction des communistes.

Hitler à peine devenu chancelier, l'Allemagne a vécu son premier miracle économique. Le chômage fût surmonté, les obligations pour Volkswagen vendues, l'âme populaire en ébullition conduisait à la chasse et à l'assassinat des juifs. La plupart du peuple allemand était heureux et satisfait. Quand la Seconde Guerre Mondiale a éclaté et les fanfares annonçaient les victoires dans les guerres éclairs contre la Pologne, la Norvège, le Danemark, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, la France, la Yougoslavie et la Grèce, l'enthousiasme n'eut plus de limites. Le cœur de presque tous les Allemands battait pour leur chancelier, pour le plus grand dirigeant de tous les temps. Il n'y avait guère personne pour penser que le Reich de mille ans ne durerait que douze ans.

Après 1945, tout n'étaient plus que ruines, et le monde entier n'appartenait pas à l'Allemagne (comme on l'avait chanté dans la célèbre chanson nazie), mais aux Alliés. L'Allemagne a été divisée en quatre zones. Il n'y avait pas de liberté de circulation. A l'époque, ce droit de l'homme n'était pas valable chez les Alliés. Il n'était même pas valable pour les émigrants allemands qui comme Gerhart Eisler voulaient depuis les États-Unis retourner en Allemagne.

Aux États-Unis, on planifiait de diviser pour toujours l'Allemagne en plusieurs États (comme à l'époque le plan de Morgenthau). Ces plans ont amené Staline à dire cette phrase souvent citée : « **Les Hitler viennent et partent, le peuple allemand et l'État allemand restent.** » L'URSS ne parvint pas à l'unité souhaitée de l'Allemagne. L'Allemagne fût divisée en deux pour longtemps en passant par la fondation de la bizonie, de la tri-zone, la réforme de la monnaie séparée et finalement la fondation de la République Fédérale Allemande, voilà le résultat de la guerre froide annoncée à partir de 1947 par les États-Unis. **Cette division ne fut pas l'oeuvre des communistes, comme le prouve l'ordre chronologique des faits, mais l'oeuvre des Alliés de l'ouest et de Konrad Adenauer. La fondation de la RDA a suivi temporairement et logiquement la fondation de la RFA. Finalement existèrent deux États allemands côte à côte. Mais la RFA n'a pas voulu reconnaître la RDA et vivre en paix avec elle.**

La RFA demandait en plus la représentation exclusive pour l'Allemagne entière et pour tous les Allemands. Aidée par ses alliés, elle décréta contre la RDA un embargo économique et essaya ainsi d'isoler économiquement et politiquement la RDA. **C'était une politique d'agression non militaire que conduisait la RFA contre la RDA. C'était la forme politique de la guerre froide sur le sol allemand. C'est cette politique-là qui conduisait au Mur.**

Après que la RFA soit devenue membre de l'Otan, la RDA s'est rattachée au Pacte de Varsovie. Ainsi les deux États allemands s'affrontèrent comme membres de deux alliances ennemies.

De multiples points de vue, la RFA était supérieure à la RDA : en quantité de population, en force économique et dans ses relations politiques et économiques. A la suite du plan Marshall et par de moindres réparations de guerre, les charges consécutives à la guerre ont été moins graves pour la RFA. Elle avait plus de ressources naturelles et un

plus grand territoire. Elle profitait de cette multiple supériorité envers la RDA à tout point de vue, mais surtout en promettant des avantages matériels aux citoyens de la RDA s'ils émigraient de leur pays. Beaucoup de citoyens de la RDA se laissèrent tenter et faisaient ce qu'attendaient d'eux les politiciens de la RFA : Ils « *votaient avec les pieds* ». Après 1945, le succès économique ne motivait pas moins les Allemands qu'en 1933.

La RDA et leurs États alliés du Pacte de Varsovie se retrouvaient en situation difficile. La politique du roll back semblait mener au succès en Allemagne. L'Otan s'appliquait à élargir sa sphère d'influence jusqu'à l'Oder.

[IMG/jpg/Fidel_Casro_en_visie_en_RDA_le_12_avril_1977.jpg]

Fidel Casro en visite en RDA le 12 avril 1977

Le monde au bord de l'abîme

En 1961 se déclenchait en Allemagne une situation de tension à cause de telle politique compromettant la paix mondiale. L'Humanité était au bord d'une guerre atomique. Les États du Pacte de Varsovie décidèrent ainsi de la construction du Mur. Personne ne prenait cette décision d'un coeur léger. Pas seulement parce qu'elle séparait des familles, mais parce qu'elle était le signe d'une faiblesse politique et économique du Pacte de Varsovie face à l'Otan qui ne pouvait être compensée qu'avec des moyens militaires. **Hors d'Allemagne, des politiciens importants reconnaissent, après 1961, que la construction du Mur avait détendu la situation mondiale. Franz Joseph Strauß écrit dans ses mémoires : « La crise n'était pas seulement levée avec la construction du Mur, mais en principe aussi terminée, même si ce fut d'une manière peu réjouissante pour les Allemands. »** (p. 390). Juste avant, il reporta le plan de largage de bombes atomiques sur le territoire de la RDA. (p. 388)

De mon point de vue, il n'y aurait eu ni le Traité fondamental [entre les deux États allemands, en 1972] ni Helsinki ni l'unité allemande, si l'on n'avait pas construit le Mur, à l'époque, ou si on l'avait détruit avant la fin de la guerre froide. C'est pourquoi, à mon avis - tout comme mes camarades - je ne me suis rendu coupable d'aucune faute juridique, ni politique ou morale en disant oui au Mur et en y restant fidèle. Dans l'histoire de l'Allemagne, on remarquera, même si c'est certainement en marge, que beaucoup d'Allemands autant de l'Ouest que de l'Est souhaitent de nouveau le Mur.

Mais il faut aussi se poser la question de ce qui se serait passé, si nous avons agi comme ce que le parquet considère comme une évidence. C'est à dire, si nous n'avions pas construit le Mur, et accordé à chacun le droit de sortir de RDA à partir de 1961. Il ne faut pas se livrer à de grandes spéculations pour s'imaginer les résultats d'une telle politique. Il faut seulement savoir ce qui s'est passé en 1956 en Hongrie et en 1968 en Tchécoslovaquie. Tout aussi bien comme là-bas, les troupes soviétiques de toute façon présentes en RDA seraient intervenues. En 1981 en Pologne aussi, Jaruzelski proclamait le Droit de la guerre pour empêcher une telle intervention.

Une telle aggravation des événements, comme le parquet nous l'a demandé tout naturellement en tant qu'action politique, morale et juridique, aurait signifié le risque d'une troisième guerre mondiale. Nous ne voulions pas, nous ne pouvions pas et n'avions pas le droit d'accepter ce risque. Si cela est un crime à vos yeux, vous vous condamnez vous-même, avec votre jugement, devant l'Histoire. Cela en soi n'a pas d'importance. Mais l'important est que votre jugement sera un signal qui ouvrira brusquement les vieux fronts au lieu de les fermer. Face au danger d'un effondrement écologique du monde, vous manifestez la vieille stratégie de la lutte des classes des années 30 et la politique du pouvoir qui a rendue célèbre l'Allemagne, depuis le chancelier de fer [Bismarck].

Si vous nous condamnez à cause de notre décision politique de 1961 à 1989, et je suppose que vous le ferez, vous ne rendrez pas seulement un jugement sans fondement juridique, pas seulement comme un tribunal partial, mais aussi sous le non-respect complet des habitudes politiques et des comportements des pays qui jouissent en tant qu'États de Droit de votre respect le plus haut.

Je ne veux et ne peux pas compter dans cette circonstance, les cas où des décisions politiques ont revendiqué la vie de gens, durant ces 28 ans, parce que je ne veux pas abuser de votre temps et de votre sensibilité. Aussi, je ne me rappelle pas de tout. **Je veux évoquer seulement les suivants :**

- **En 1961, le président Kennedy décidait d'envoyer des troupes au Vietnam pour faire la guerre** jusqu'en 1973, ? la place des Français vaincus, contre les Vietnamiens qui luttèrent pour leur liberté, leur indépendance et leur droit à l'autodétermination. Cette décision du président des États-Unis, qui signifiait une atteinte éclatante aux droits de l'Homme et au droit international, n'a été critiquée en aucune forme par le gouvernement de RFA. Les présidents des États-Unis Kennedy, Johnson et Nixon n'ont été déférés devant aucune justice, aucune ombre n'a été jetée sur leur honneur, du moins pas à cause de cette guerre. A cette occasion, aucun soldat us-américain et aucun soldat vietnamien n'a pu décider librement, s'il voulait se rendre ou pas en danger de mort à cause de cette guerre injustifiée.
- **En 1982, l'Angleterre faisait appel aux troupes pour que les îles Malouines restent colonie de l'Empire.** La « *Dame de fer* » s'en assurait une victoire à l'élection et sa réputation n'a pas été endommagée, même pas après avoir perdu aux élections.

Aucun discours d'homicide involontaire.

- **En 1983, le président Reagan ordonnait à ses troupes l'occupation de la Grenade.** En Allemagne, personne ne jouit d'une plus grande réputation que ce président des États-Unis. Pas question que les victimes de cette opération ne soient pas mort légitimement.
- **En 1986, Reagan a fait bombarder les villes de Tripoli et Bengazi** dans une expédition punitive sans se demander si ses bombes ont atteint des coupables ou des innocents.
- **En 1989, le président Bush ordonnait par la force des armes l'enlèvement du général Noriega de Panama. Des milliers de Panamiens innocents ont été tués à cette occasion.** De nouveau, aucune tare ne marqua le président des États-Unis, encore moins n'a-t-il été accusé d'homicide involontaire ou de meurtres.

On pourrait élargir l'énumération à volonté. **Parler seulement du comportement de l'Angleterre envers les Irlandais devrait être admis comme indécent.**

Après, ce que font les armes de la République Fédérale Allemande chez les Kurdes turques ou parmi la population noire en Afrique du Sud, on pose certainement des questions rhétoriques, mais personne ne compte les morts et personne n'indique les coupables.

Ici je n'ai qu'énuméré les États particulièrement reconnus comme États de Droit, avec seulement quelques-unes de leurs décisions. Chacun peut comparer le rapport entre ces décisions et la décision de construire un mur à la frontière entre Pacte de Varsovie et Otan. Vous direz qu'on n'a pas le droit de décider sur les actions d'autres pays.

Vous direz que tout cela ne vous intéresse pas. Mais je pense qu'on ne peut pas rendre le jugement de l'Histoire sur la RDA sans que soient pris en considération les événements qui se déroulaient dans d'autres pays à cause du combat entre les deux blocs, à l'époque de l'existence de la RDA. Je pense de plus que des actions politiques ne

peuvent être jugées que sur l'esprit de l'époque. **Si vous fermez les yeux devant ce qui se passait dans le monde à l'extérieur de l'Allemagne de 1961 jusqu'à 1989, vous ne pouvez pas rendre de jugement juste.**



Timbre refusé par la Deutsche Post pour la célébration des 100 ans de la naissance de Honecker

Timbre refusé par la Deutsche Post pour la célébration des 100 ans de la naissance de Honecker

« J'ai vécu pour la RDA »

Même si vous vous limitez à l'Allemagne et si vous comparez les décisions politiques des deux États allemands, un bilan sincère et objectif se terminerait en faveur de la RDA. **Celui qui refuse le droit du travail et le droit au logement à son peuple, comme c'est le cas en RFA, est prêt à accepter qu'on vole l'existence d'un grand nombre de personnes au point qu'ils ne voient plus d'autre solution que d'en finir.** Le chômage, l'absence de domicile fixe, la consommation abusive de stupéfiants, des délits pour se procurer de la drogue, la criminalité en général sont tous les résultats d'une politique favorable à l'économie du marché.

Même des décisions qui semblent politiquement neutres comme la limitation de vitesse sur les autoroutes, sont la conséquence d'une entité politique, dans laquelle non pas les politiciens librement élus, mais les grands patrons de l'industrie ont leur mot à dire. Si la section en matière de délits gouvernementaux du procureur général au tribunal régional supérieur dirigeait une fois son regard sur cela, j'aurais bientôt la possibilité de serrer à nouveau la main des représentants de la RFA -

Mais cette fois-ci à Moabit. Naturellement, cela n'arrivera pas, parce que **tous les morts de l'économie de marché perdent « légalement »** leur vie. Je ne suis pas celui qui peut faire le bilan de l'Histoire de la RDA. Le temps n'est pas encore là. Le bilan sera fait par d'autres, plus tard.

J'ai vécu pour la RDA. J'ai assumé, en particulier depuis mai 1971, une part considérable de la responsabilité pour son Histoire. Ainsi, je suis affaibli en raison de l'âge et de la maladie. Néanmoins, à la fin de ma vie j'ai la certitude

que la RDA n'a pas été fondée pour rien. Elle a ouvert la voie pour montrer que le socialisme peut être possible et meilleur que le capitalisme. Elle était une expérience qui a échoué. Mais jamais l'humanité n'a cessé de chercher de nouvelles voies et expériences. Maintenant, il reste à élucider les raisons pour lesquelles l'expérience a échoué. Certes, elle a échoué aussi, parce que nous, c'est à dire les responsables de tous les pays socialistes, avons commis des fautes évitables. Entre autres aussi, elle a certainement échoué en Allemagne parce que les citoyens de la RDA, comme d'autres Allemands avant eux, ont mal choisi et parce que nos ennemis ont été encore supérieurs.

L'expérience de l'Histoire de la RDA avec celle de l'Histoire des autres pays socialistes seront utiles pour les millions de gens dans les pays socialistes encore existants et pour le monde à venir.

Celui qui s'est donné à fond dans son travail et dans sa vie pour la RDA n'a pas vécu pour rien. De plus en plus d'« Ossi » [surnom de ceux qui viennent de L'Allemagne de l'Est - par opposition aux « Wessi », qui viennent de l'ouest] se rendront compte qu'ils furent moins déformés par leurs conditions de vie en RDA que les « Wessi » par l'économie « sociale » du marché, que les enfants de la RDA grandissaient plus insouciant, plus heureux, plus éduqués et plus libres, dans les crèches, les maternelles et les écoles que les enfants dans les écoles, et dans les quartiers dominés par la violence en RFA.

Les malades se rendront compte qu'ils n'étaient pas des objets commerciaux pour le marketing des médecins, mais des patients dans les institutions de santé publique en RDA, malgré le retard technique.

Les artistes comprendront que la soi-disant ou vraie censure en RDA était moins hostile à l'art que la censure du marché.

Les citoyens feront l'expérience de n'avoir pas consacré tellement de temps disponible à la bureaucratie de la RDA et à la chasse aux articles rares comme à la bureaucratie de la RFA.

Les ouvriers et paysans se rendront compte que la RFA est un Etat de patrons (c.à.d. des capitalistes) et que la RDA ne s'appelait pas sans raison l'État des ouvriers et paysans.

Des femmes estimeront supérieur les droits qu'elles ont eu en RDA : le droit d'égalité et le droit de décider d'elles-mêmes de leur corps. Beaucoup diront en découvrant la loi et le droit de RFA, comme le disait Madame Bohley, qui maudit les communistes : « *Nous avons voulu la justice. Nous avons reçu l'Etat de Droit.* » Beaucoup de gens comprendront aussi que la liberté de voter entre CDU/CSU, SPD et FDP ne représente que la liberté d'un vote fictif.

Ils s'apercevront qu'ils ont eu dans leur vie quotidienne en RDA une liberté largement plus grande qu'aujourd'hui, en particulier sur leur lieu de travail. Enfin, le cocon protecteur et sécuritaire garanti à ses citoyens par la petite RDA - pauvre par rapport à la RFA - ne sera plus mésestimé comme évidente, parce que **maintenant le quotidien du capitalisme montre clairement à chacun son vrai visage.**



Rencontre avec Angela Davis, pendant la fete. mondiale de la jeunesse et des étudiants ? Berlin RDA, début aout 1973

Rencontre avec Angela Davis, pendant la fete. mondiale de la jeunesse et des étudiants à Berlin RDA, début aout 1973

Une chasse aux sorcières moderne

Le bilan des quarante ans d'Histoire de la RDA aura une tout autre allure que celui que les politiciens et médias de RFA veulent inventer. Cela se clarifiera avec le temps.

Ce procès contre nous, les membres du Conseil national de la défense de la RDA, ressemble à un procès de Nuremberg contre des communistes. Cette opération est condamnée à échouer. En RDA, il n'y avait aucun camps de concentration, aucune chambre à gaz, aucune de condamnations à mort politiques, aucun tribunal du peuple, aucune Gestapo [police d'État sous Hitler], aucun SS. La RDA n'a jamais fait la guerre et n'a pas jamais commis de crimes de guerre ni de crimes contre l'Humanité. La RDA était un État antifasciste conséquent, qui jouissait d'une grande réputation internationale pour avoir toujours défendu la paix.

Le procès contre nous en tant que « *grands* » de la RDA est une contradiction flagrante selon l'expression « *c'est toujours le petit qui trinque* ». Notre jugement servira ainsi à ouvrir parfaitement voie pour « *faire trinquer* » les petits. Même si jusqu'à présent, on n'a jamais fait preuve de retenue.

Le procès servira de base à la stigmatisation de la RDA en tant qu'« *État d'injustice* ». Un État gouverné par des « *criminels* » comme nous, des « *meurtriers* », ne peut qu'être un « *État d'injustice* ». Quiconque fut proche de lui, citoyen de RDA conscient de ses devoirs, devra en porter les stigmates. Un « *État d'injustice* » ne peut avoir été gouverné et soutenu que par des « *organisations criminelles* » comme le MfS [ministère de la sécurité de l'État, surnommé stasi] et le SED [Parti socialiste unifié allemand]. La responsabilité collective, la condamnation collective s'installera, au lieu de la responsabilité individuelle, pour dissimuler le manque de preuves pour les crimes prétendues. Des pasteurs venus de la RDA se présentent pour une nouvelle inquisition, une chasse aux sorcières moderne. Seront ainsi exclus et bannis de la société sans pitié des millions de gens. Les moyens d'existence seront extrêmement limités pour beaucoup de gens. Il suffit d'être enregistré comme IM [collaborateur informel] pour subir la mort civile. Le journaliste, comme dénonciateur, sera couvert de louanges et largement rétribué, personne ne s'intéressera à son sacrifice. Le chiffre des suicides restera tabou. Et tout cela sous un gouvernement qui se dit chrétien et libéral et qui est toléré, voire soutenu par une opposition ne méritant ni ce nom ni l'appellation de « *social* ». Tout cela se passe sous la marque autoproclamée d'État de Droit.

Le procès dévoile aussi sa dimension politique comme procès contre des antifascistes. A une époque où la meute néonazie de droite se déchaîne dans les rues sans être punie, où les étrangers sont poursuivis et assassinés, comme à Mölln, l'État de Droit montre toute sa force lors de l'arrestation de manifestants et précisément en poursuivant des communistes. Pour cela, les fonctionnaires et l'argent ne manquent pas non plus. On a déjà vu tout ça.

En résumant le contenu politique de ce procès, on remarquera qu'il se produit avec l'après guerre froide, comme la nouvelle pensée unique. Il dévoile le vrai caractère de cette république fédérale. La mise en examen, les mandats d'arrêt et la décision du tribunal sur la mise en accusation sont imprégnés par l'esprit de la guerre froide. Les décisions préjudicielles aux décisions du tribunal remontent à 1964. Depuis le monde a changé, mais la justice allemande dresse des procès politiques comme si Guillaume II gouvernerai encore.

En lui succombant temporairement après 1968, elle a surmonté de nouveau la « faiblesse » politique libérale et retrouvée sa grande forme anticommuniste. Nous, on nous surnommait les têtes de béton et on nous reprochait une incapacité à réformer. - On le démontre dans ce procès, où règnent les vraies têtes de béton incapables de réforme. Certes, à première vue, on se montre très souple, on décerne la citoyenneté d'honneur de la ville de Berlin à Gorbatchev, on lui pardonne d'un air condescendant le fait qu'il ait jadis glorifié les tireurs au Mur par une inscription dans leur livre d'honneur, à l'époque, mais à l'intérieur, on reste « *dur comme l'acier de Krupp* ». Par contre, on poursuit l'ancien allié est-allemand.

Gorbatchev et moi, nous appartenions tous les deux au mouvement communiste mondial. Il est connu que nous avons des positions différentes sur quelques points essentiels. A cette époque, je considérais nos différences moins graves que nos accords. Le chancelier fédéral ne m'a pas comparé à Goebbels. Et moi, je ne l'aurais pas pardonné. Pour le chancelier fédéral comme pour Gorbatchev, qui se tutoient, ce procès n'est pas un obstacle à leur amitié. Cela aussi est signifiant. Je termine ici ma déclaration. Faites comme bon vous semble !

***Erich Honecker est né en 1912, dans une famille de mineurs. Il grandit avec un groupe d'enfants et dans la jeunesse communiste, à 17 ans il devient membre du KPD (Parti Communiste d'Allemagne). Dans les années 1930-31, il étudie à l'Ecole Lénine à Moscou. Il fut un résistant antifasciste. Entre 1935 et 1945 il est prisonnier des nazis. Après la guerre, il est cofondateur de la Jeunesse Libre Allemande (FDJ) et devient son président jusqu'en 1955. Il entre à la Grande école du Parti à Moscou. Il exerce diverses hautes responsabilités dans l'appareil du parti et de l'Etat de la RDA.**

A partir de 1976, il devient secrétaire général du SED, président du Conseil d'État et du Conseil national de la défense jusqu'au 18 octobre 1989. Il est ensuite extradé de Moscou en RFA en 1992. Il fût relâché, après 169 jours de prison, le 13 février 1993 pour raison de santé. Suite à l'audience principale annoncée pour le 8 février 1993 à Berlin, il décède à Santiago du Chili le 29 mai 1993.

**Cette déclaration est parue en allemand dans Letzte Aufzeichnungen (« Dernières notes. Pour Margot »), Edition Ost, Berlin 2012, p. 146 et suivantes. Tirage à part dans le journal Rotfuchs Août 2012. Junge Welt le 25 août 2012. La présente traduction garde les sous-titres de ce dernier pour une meilleure lisibilité.